

Que veut l'initiative de codétermination en matière de santé ?



Lacunes du système précédent

En matière de santé, les gens sont très sensibles aux déficiences de l'ancien système. Ils s'inquiètent pour leur corps, parce que la qualité de vie dépend essentiellement de l'état de santé. Le manque de connaissances sur les connexions dans le corps joue un rôle important, qui peut être exploité dans le système de santé publique, car la compréhension nécessaire n'est pas suffisamment promue.

Au cours des dernières décennies, la médecine est devenue de plus en plus une activité à but lucratif en exploitant les malades. De ce point de vue, il n'y a en fait aucun intérêt à aider les patients à retrouver une « vraie » santé, car les personnes en bonne santé sont économiquement non rentables dans ce sens. Au lieu de cela, la médecine commerciale se concentre uniquement sur la lutte contre les symptômes sans s'attaquer aux causes réelles.

Malgré toutes les tentatives antérieures de réduction des coûts, les coûts du système de soins de santé augmentent constamment, tout comme les primes d'assurance. Le seuil de douleur a déjà été dépassé chez de nombreuses personnes. Il n'est donc pas surprenant que l'État se trouve également dans un goulot d'étranglement des coûts et réagisse par une réglementation excessive. Une facturation forfaitaire et des exigences administratives trop souvent trop élevées et inutiles privent les médecins et le personnel soignant du temps nécessaire aux soins et réduisent la relation entre les patients, les infirmières et les médecins et, partant, la qualité du traitement. Au lieu de cela, ils sont confrontés à des exigences de rationalisation qui causent du stress, des erreurs et des coûts supplémentaires.

Une pratique d'assurance indifférenciée imposée par l'État entraîne des distorsions de l'offre et de la demande. En raison de l'ignorance et du manque de conscience des coûts, il y a parfois une surconsommation nocive de la part des patients, mais les médecins et les hôpitaux sont également tentés d'administrer des médicaments et de prescrire des opérations en faveur de la rentabilité, même si ce n'est pas nécessaire. La question est justifiée, de sorte que les patients sont victimes de la maximisation du profit par des examens et des opérations inutiles.

Tragiquement, le système immunitaire est également extrêmement tendu chez les enfants par la surconsommation de drogues. Le système immunitaire constitue un terreau fertile pour les agents pathogènes et l'industrie des maladies.

Avec la philosophie de ne pas apporter un vrai remède, combinée à l'objectif de croissance constante de l'industrie pharmaceutique, les coûts des soins de santé ne peuvent jamais diminuer.

Vouloir économiser de l'argent au mauvais endroit, notamment auprès des omnipraticiens, du personnel infirmier et des personnes soucieuses de leur santé, n'est pas la bonne approche.

Même le directeur de l'Office fédéral de la santé publique parle d'une nouvelle politique de prix dans l'industrie pharmaceutique, qui cherche à soutirer le plus d'argent possible des systèmes de sécurité sociale financés par les impôts et les primes. (*Journal Tagesanzeiger* du 29. 05. 2019)

C'est triste à dire que les entreprises pharmaceutiques jouent un rôle majeur dans le financement et le contrôle de la formation médicale et de l'homologation des médicaments et des vaccins. Le scepticisme largement répandu dans les milieux scientifiques est que trop d'études et de procédures d'approbation sont inadéquates ou peuvent être manipulées, ce qui conduit à des médicaments et des vaccins qui affectent la santé.

De même, l'influence politique de l'industrie pharmaceutique est beaucoup trop grande. Trop de parlementaires figurent sur la liste des prestations pharmaceutiques: un ratio de dépenses excessif et en augmentation annuelle pour le traitement des maladies est un indicateur de graves déficiences dans le système de soins de santé et non un critère de qualité.

L'affirmation selon laquelle la Suisse dispose de l'un des meilleurs systèmes de santé au monde doit donc être considérée d'un œil critique: un système avec des normes de santé réglementées par l'Etat et une répartition unilatérale du pouvoir ne peut jamais répondre aux différents besoins de la population et est donc très anti-social.

La prise en charge de sa propre santé est très individuelle, pas seulement en ce qui concerne les besoins et les exigences thérapeutiques. Des déséquilibres importants surviennent si l'offre ne correspond pas à la demande.

Ces besoins individuels, qui ont également trait à la prise en charge de la responsabilité personnelle, devraient être encouragés. Toutefois, avec le système actuel de lutte contre la maladie, nous sommes encore loin d'atteindre cet objectif.

Les objectifs et l'impact de l'initiative

La sensibilisation générale à la santé est stimulée. Chaque personne peut à nouveau faire face à ses besoins et choisir en conséquence un modèle d'assurance avec un éventail de prestations et de financements qui lui convient. L'État et le grand public devraient continuer à jouer un rôle de solidarité, mais combler les déficits de financement d'une manière plus ciblée et davantage axée sur la demande.

Grâce à leur libre choix, les gens peuvent se rendre dans les cliniques, les médecins et les thérapeutes qui, à leur avis, font la promotion de la santé de manière durable, c'est-à-dire qui répondent à leurs besoins individuels.

Nous déterminons maintenant le choix de la méthode via la conception du modèle d'assurance. Cela va à l'encontre de l'ancienne médecine à deux classes en nous donnant la liberté de traitement dans l'assurance de base.

Nous pouvons également redonner aux médecins l'instrument de traitement le plus important : le temps d'une consultation compétente dans le cadre d'une relation de confiance et de promotion de la santé. La liberté médicale et thérapeutique du médecin, en collaboration avec le patient, est la condition sine qua non du succès dans le domaine de la santé.

Il sera demandé aux médecins et aux thérapeutes de nouvelles approches pour former les patients à la santé et leur montrer comment ils peuvent surmonter leur souffrance et (re)maintenir eux-mêmes leur santé et ainsi traiter plus durablement que dans le cadre du système actuel. Il faut commencer à comprendre que les symptômes ne sont qu'une conséquence d'une maladie, parfois même une sorte de «réaction de guérison», comme la fièvre, qui ne devrait être supprimée que dans de rares cas. Le corps est biologiquement créé pour la «guérison». Par exemple, chaque coupure se referme en peu de temps, à moins que la saleté ou d'autres facteurs n'empêchent une cicatrisation normale: une maladie vient rarement de «rien», mais a des causes et des déclencheurs.

Plus les thérapies symptomatiques ne sont plus pratiquées et les réactions de guérison ne sont plus supprimées, plus les maladies chroniques diminuent et une vie généralement saine devient également possible dans la vieillesse. Le traitement des symptômes n'est approprié que dans les situations d'urgence et les situations mettant la vie en danger, lorsqu'on n'a pas le temps d'en rechercher la cause.

Une nouvelle base de coopération doit être créée entre les préoccupations de la population, du gouvernement fédéral et des assureurs.

Nous pouvons adapter les assurances à notre profil de besoins personnels. Nous avons plus d'opportunités de participation.

Les assureurs affinent notre profil d'exigences personnelles. Nous avons plus de possibilités de codétermination.

Le libre choix des services d'assurance obligera les prestataires à être plus attentifs à l'utilisation prudente des fonds publics et à répondre aux souhaits des clients, ce qui nous permettra d'exercer une influence directe dans de nombreux domaines de la santé.

La prise de conscience de la santé et la conception de la thérapie par les formateurs et les médecins sont également stimulées par le choix plus individuel. La recherche en santé et une meilleure éducation sont des approches importantes pour promouvoir la santé et réduire durablement les coûts.

Grâce à notre initiative responsable et soucieuse de la santé, nous soulageons nos systèmes sociaux et le budget financier de la commune, du canton et de la Confédération.

C'est à nous de choisir un système orienté vers la santé et le bien commun et qui se préoccupe avant tout de la santé durable.

Plus d'informations et des formulaires:

gesundheitsmitbestimmen.ch

